

Présents: BOUVIER Stéphanie, MORHET RICHAUD Patricia, BARBET Martine, BILHET Claude, JOUVE Jean-Paul, GAST Jean-Claude, ROBERT Daniel, REYNAUD Christian, REY Jean-Louis, VASELI Max, LOISELEUX Gilles, AUBERT Jean-Paul, BOIVIN Jean-Pierre;

- **ABSENTS EXCUSÉS:** MICHEL MARC, MATHIEU BERNARD ET EMPERAIRE PHILIPPE, BLAZY GÉRARD ET DURAND MARIE FRANCE, BLANCHARD JEAN-MARIE.

ORDRE DU JOUR:

1. validation du compte rendu du précédent comité syndical;
2. modification des statuts du syndicat (exemplaire joint à la convocation);
3. remplacement de Monique ROUY et Yves JACOB, délégué de la CCL : désignation d'un membre du bureau, d'un Vice Président et d'un membre de la CAO;
4. renouvellement du contrat de Joëlle NOGUER, à temps partiel;
5. dans le cadre de la réorganisation du syndicat et du passage à temps partiel de J. NOGUER, création d'un poste de secrétariat-comptabilité à mi-temps;
6. remplacement du contrat de location de la voiture de service;
7. MAPA pour une étude AVP et PRO pour la franchissabilité du seuil des Savoyons (fiche B1.2);
8. autorisation du président pour la signature de marchés inférieurs à 20000 €HT;
9. embauche en CDD d'Eric BURLET pour remplacer temporairement Carolyne VASSAS en congé maladie;
10. présentation du remplaçant d'Emile BARTHE pendant son congé maternité, Alain MARY;
11. présentation du plan de gestion des graviers lancé par le CG05;
12. sollicitation d'EDF pour l'étude hydraulique et dynamique du fonctionnement du barrage de Saint Sauveur;
13. questions diverses.

1 APPROBATION DU PRÉCÉDENT COMPTE RENDU

Le compte rendu du précédent comité syndical est approuvé à l'unanimité.

2 MODIFICATION DES STATUTS

Jean-Pierre BOIVIN rappelle qu'à la demande du comité syndical lors de sa réunion du 19 décembre 2008, un toilettage des statuts du syndicat a été proposé. Après validation de principe des modifications par le comité syndical le 28 avril 2009, une version modifiée des statuts a été envoyée pour avis aux communautés de communes. Celles-ci n'ont pas fait remonter de remarques particulières.

Jean-Pierre BOIVIN rappelle les points de modifications:

- Article 1: rappels réglementaires plus précis;
- Article 2: Manteyer fait désormais partie de la CC2B et donc du territoire de compétences du SMIGIBA;
- Article 3:
 - la mention à la Maison du Buëch a été supprimée;
 - l'objet du syndicat a été précisé et clarifié dans sa rédaction et ses limites;
- Article 8: le mode d'élection du bureau et du président a été modifié pour adopter un scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Jean-Louis REY se questionne sur deux points:

- la référence explicite à natura 2000 dans les statuts ne risque-t-elle pas de poser problème si un jour l'État réduit ou supprime les crédits alloués au SMIGIBA?
- Article 14, pour les dépenses d'investissement, ne peut-on pas solliciter officiellement l'avis des communautés de communes membres du syndicat en préalable aux prises de décision du comité syndical?

Pour le premier point, il est convenu après discussion d'ajouter à l'article 3 des statuts un paragraphe précisant les modalités de mise œuvre et les limites des compétences exercées par le SMIGIBA précisant notamment que le SMIGIBA intervient pour l'intérêt général et dans le cadre de la réglementation eau, que les riverains, le maire, le préfet et l'État conservent leurs responsabilités chacun pour ce qui les concerne et que la compétence N2000 s'exerce dans le cadre d'une convention avec l'État.

Pour le point deux, Eric BURLET indique qu'il n'est pas possible réglementairement de faire figurer une mention de ce type dans les statuts du syndicat, Cédric BOUET, Préfecture, lui a confirmé récemment. Après discussion, le comité syndical convient que comme cela s'est pratiqué jusqu'à présent, les programmes de travaux devant être réalisés l'année à venir seraient présentés et discutés en préalable aux communautés de communes, chacune pour le territoire les concernant.

Max VASELI s'interroge sur l'avancement du transfert du domaine public fluvial, en lien avec la compétence DPF inscrite aux statuts. Il regrette que le SMIGIBA prévoit d'intervenir dans le lit du Buëch alors que l'État, qui perçoit les redevances liées au DPF, ne fait que peu de choses.

Une discussion s'engage sur le sujet. Il est convenu de solliciter Madame la Préfète pour faire le point sur cette question.

A l'issue de cette discussion, la modification des statuts du SMIGIBA est votée à l'unanimité.

3 REMPLACEMENT DE MONIQUE ROUY ET YVES JACOB, DÉLÉGUÉ DE LA CCL : DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DU BUREAU, D'UN VICE PRÉSIDENT ET D'UN MEMBRE DE LA CAO

La Communauté des communes du Laragnais a procédé à une nouvelle désignation de ses délégués au SMIGIBA; A la suite de cette désignation, Stéphanie BOUVIER est élu au bureau ainsi qu'à la vice-présidence du SMIGIBA. Jean-Paul JOUVE est élu membre de la CAO, Patricia MORHET RICHAUD suppléante.

4 RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE JOËLLE NOGUER, À TEMPS PARTIEL

Le comité syndical approuve à l'unanimité le passage à temps partiel, soit 90% d'un temps plein, de Joëlle NOGUER, à compter du 1er juillet 2009.

5 CRÉATION D'UN POSTE DE SECRÉTARIAT-COMPTABILITÉ À MI-TEMPS

Actuellement, une partie des tâches de secrétariat et de comptabilité est réalisée par une employée de la communauté des communes du Haut Buëch, dans le cadre d'une convention de prestation de services. L'autre partie est assurée par les chargés de mission directement.

La secrétaire comptable de la communauté de communes fait valoir ses droits à la retraite à partir du 1er octobre 2009 et la communauté des communes ne sera plus en mesure d'assurer sa prestation de service.

D'autre part, le passage à 90% de Joëlle Noguier libère des crédits. En cumulant ces crédits et le montant de la prestation de service de la communauté des communes, il est possible de créer un poste à mi-temps de secrétaire comptable au SMIGIBA.

Cette secrétaire-comptable assurerait l'ensemble des tâches administratives du syndicat, ce qui outre un meilleur suivi permettrait aux chargés de mission de se consacrer pleinement aux dossiers techniques.

Après s'être assuré que cette embauche se déroulerait à participations constantes, le comité syndical approuve la création d'un poste de secrétaire comptable à mi-temps et charge le président de procéder à l'appel à candidature et au recrutement d'une personne compétente.

6 REMPLACEMENT DU CONTRAT DE LOCATION DE LA VOITURE DE SERVICE

Le contrat de location de la 206 de service arrive à échéance. Plusieurs propositions ont été faites par les garages peugeot, renault et citroen. Jean-Pierre BOIVIN propose de retenir l'offre de renault pour un kangoo, offre la moins chère des trois reçues (et moins chère que le contrat actuel).

La proposition de renault est retenue à l'unanimité.

7 MAPA POUR UNE ÉTUDE AVP ET PRO POUR LA FRANCHISSABILITÉ DU SEUIL DES SAVOYONS (FICHE B1.2)

Le comité syndical approuve à l'unanimité la mise en œuvre d'un marché à procédure adaptée pour une mission de maîtrise d'œuvre simplifiée pour la mise en œuvre de la fiche B1.2.

8 AUTORISATION DU PRÉSIDENT POUR LA SIGNATURE DE MARCHÉS INFÉRIEURS À 20000€ HT;

Cette autorisation a déjà fait l'objet d'une délibération.

9 EMBAUCHE EN CDD D'ERIC BURLET POUR REMPLACER TEMPORAIREMENT CAROLYNE VASSAS EN CONGÉ MALADIE;

Carolyne VASSAS est en congés maladie jusqu'au 10 septembre 2009 suite à une opération pour une hernie discale. Eric BURLET la remplace du 15 juin au 15 août.

10 PRÉSENTATION DU REMPLAÇANT D'EMILIE BARTHE PENDANT SON CONGÉ MATERNITÉ, ALAIN MARY;

Alain MARY remplace Emilie BARTHE durant son congé maternité. Il a notamment conduit l'élaboration d'un DOCOB dans la Loire.

11 PRÉSENTATION DU PLAN DE GESTION DES GRAVIERS LANCÉ PAR LE CG05;

Le Conseil Général a pris la maîtrise d'ouvrage de la réalisation du plan de gestion des cours d'eau des Hautes Alpes. Ce plan de gestion est une obligation réglementaire au titre de la LEMA. Le SMIGIBA est étroitement associé à la réalisation de ce plan. Le document final concernant le Buëch sera remis au SMIGIBA.

Jean-Pierre BOIVIN rappelle que cette initiative résulte du lobbying des carriers des Hautes Alpes, suite à l'annulation dans le courant de l'automne de 5 arrêtés d'autorisation d'extraction par le Tribunal Administratif de Marseille. Jean-Pierre BOIVIN indique que lors de la dernière réunion du comité de pilotage, il a rappelé que le SMIGIBA œuvre au bénéfice de l'intérêt général et qu'un plan de gestion sur le Buëch doit être réalisé dans cette optique et pas dans le but de dégager des sites d'extraction pour les carriers. Il rajoute que par ailleurs les demandes des carriers sont légitimes, il est nécessaire d'approvisionner les Hautes Alpes en granulats. Pour cela, il estime que la discussion doit être élargie aux différentes sources d'approvisionnement en granulats, soit les terrasses et les roches massives, et non pas cantonnée aux cours d'eau. Par ailleurs, il rappelle qu'un courrier a été envoyé à EDF pour exprimer le souhait du SMIGIBA d'un traitement local des alluvions extraits dans le cadre de l'entretien de la confluence Buëch Durance (queue de retenue de Saint Lazare) par les carriers situés sur le bassin versant du Buëch.

12 SOLLICITATION D'EDF POUR L'ÉTUDE HYDRAULIQUE ET DYNAMIQUE DU FONCTIONNEMENT DU BARRAGE DE SAINT SAUVEUR;

EDF sollicite le SMIGIBA pour co-financer et conduire l'étude de l'état cible de la retenue de Saint Sauveur, en vue de mieux comprendre le fonctionnement de la retenue et traiter les exhaussements du lit en amont de la retenue. Le comité syndical se félicite de cette initiative et apporte son soutien à EDF mais ne souhaite pas s'engager sur le financement d'une étude qu'il estime relever de la responsabilité d'EDF.

13 QUESTIONS DIVERSES.

Demande de subventions pour la mise en œuvre de la fiche B1.1
approuvée à l'unanimité

Divers virements de crédits pour un montant de 1200 €
approuvés à l'unanimité

A 18h45, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.